

ACTIF

	31/12/2021
A) Cotisations ou contributions encore dues	2.300
B) Immobilisations	
I - Immobilisations bruts:	
3) droits de brevet industriel, exploitation d'œuvres intellectuelles	63.928
6) Immobilisations en cours et avances	
7) Autres	208.217
Total I	272.145
II - Immobilisations nettes:	
1) Immeubles	343.889
4a) autres	0
4b) autres pays	100.947
Total II	444.836
III - Financières:	
1) Participations à :	
c) autres entreprises	32.360
2) Crédits	
3) Autres	-
Total III	32.360
Total des immobilisations (B)	749.341
C) Actifs courants	
I - Restes:	
2) produits en cours de fabrication, produits semi-finis	29.360
Total I	29.360
II - Crédits:	
1) vers les bailleurs de fonds	4.174.909
6) vers d'autres entités du troisième secteur	46.622
8) envers des sociétés associées dues après 12 mois	
9) crédits fiscales dues après 12 mois	-
10) du 5 per mille dues après 12 mois	-
11) impôts différés dues après 12 mois	-
12) vers les autres dues après 12 mois	3.783.231
Total II	8.023.064
IV - Liquidité:	
1) Comptes bancaires et postaux	13.092.368
2) chèques	
3) valeur de caisse	11.534
Total IV	13.103.902
Total actif courant (C)	21.156.326
D) Courus et différés	7.421
Total actif	21.915.389



Passif

	31/12/2021
A) Capitaux	
I. Fonds commun	
1) réserves statutaires	70.000
2) Réserve pour actions propres en portefeuille	180.457
3) Réserves affectées par des tiers	150.000
III Patrimoine libre	
1) Réserves de revenus ou surplus de gestion	
2) autres réserves	2.097.207
IV. Surplus (déficit) pour l'année	65.521
Total des capitaux propres (A)	2.563.185
B) Provisions pour risques et charges	
3) autres	150.000
Total provisions pour risques et charges (B)	150.000
C) Provision pour indemnités de cessation d'emploi	562.910
D) Dettes	
1) aux banques	3.205.572
4) dettes envers les entités du même réseau d'association	
7) dettes envers fournisseurs	342.718
9) dettes fiscales	47.927
10) dettes envers la prév. et de la sécurité sociale	120.110
11) dettes envers les employés et les collaborateurs	799.052
12) autres dettes	1.968.252
Total dettes (D)	6.483.631
E) Courus et différés	12.155.663
Total passif	21.915.389

RAPPORT DE MISSION

SECTION GENERALE

1) Informations générales de la Fondation

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE est une Fondation sans but lucratif avec siège à Milan dont les buts sont de contribuer au développement des communautés avec lesquelles elle coopère dans les Pays en Voie de Développement. Ces buts sont atteints principalement par la réalisation de programmes de développement avec les PVD, la sélection et la formation de personnes qui ont l'intention de s'engager volontairement auprès de la Fondation.

COOPI est une "ONLUS" de droit selon l'art.10 alinéa 8 du décret-loi D.L. 4 décembre 1997, n. 460.

COOPI, au cours du processus de réforme du Tiers Secteur prévu par la Loi d'habilitation 106/2016 et les décrets et compléments ultérieurs, a vérifié l'existence de toutes les exigences nécessaires pour les organes du Tiers Secteur et entend en tout état de cause se conformer à toutes les dispositions réglementaires dans les conditions prévues par la loi. Les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été établis conformément à la réglementation du Tiers Secteur et se composent du Bilan, du Rapport de Gestion et du présent Rapport de Mission.

La compilation des documents contenant les états financiers de la Fondation a été menée selon les préceptes de la loi, en particulier le Rapport de Mission donne une illustration, une analyse et, dans certains cas, complètent les données budgétaires.

Événements significatifs au cours de l'année :

À la date de clôture de ces états financiers, toutes les nations du monde, y compris, malheureusement, l'Italie en première ligne, sont encore confrontées à une urgence sanitaire majeure due à la propagation du COVID-19.

La Fondation COOPI fait face à cette situation difficile en mettant en place un plan de protection de ses employés, collaborateurs, fournisseurs et associés tant sur place qu'au siège, en privilégiant les mesures de travail agile lorsque cela est possible et en sécurisant les opérations par des protocoles appropriés.

L'impact économique sur les activités de COOPI est difficile à quantifier, car la Fondation opère dans plus de vingt pays, où le niveau d'impact est très différent; à l'heure actuelle, cependant, il y a quelques situations de ralentissement des activités sur place, mais tous les pays sont opérationnels, même si avec des conditions de travail plus complexes. La continuité des activités n'est pas en cause.

Dans tous les cas, la Fondation est en mesure de faire face à d'éventuels déséquilibres économiques grâce aux réserves des fonds propres, qui ont été constituées précisément pour répondre de manière adéquate à des situations de crise imprévues.

2) Informations sur les membres

Au début de l'exercice, il y avait 71 membres ; au cours de l'année, 3 nouveaux membres ont été acceptés et 9 membres ont quitté la Fondation, de sorte qu'au 31/12/2021, il y avait 65 membres. Les membres paient une cotisation annuelle comme indiqué ci-dessous.

	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Cotisations	7.300	6.500	(-800)

COOPI n'exerce aucune activité et ne fournit aucun bien ou service à ses membres.

La Fondation n'utilise pas le financement direct de ses membres comme forme de financement.

ILLUSTRATION DES ÉLÉMENTS DU BILAN

3) Les critères utilisés pour l'évaluation des articles du bilan, la dépréciation des valeurs d'acquisition et la conversion avec la monnaie ayant cours légal dans l'État.

Les éléments qui apparaissent dans les états financiers ont été évalués en fonction des critères énoncés dans le Code Civil.

Tous les articles correspondent aux valeurs présentes aux comptes. Les critères utilisés pour le bilan au 31.12.2021 ne diffèrent pas de celles utilisées pour préparer les états financiers de l'exercice précédent, en particulier dans l'évaluation et la continuité des mêmes principes.

Il convient de noter que, comme le prévoit la nouvelle norme comptable OIC 35 publiée au début de l'année 2022, la Fondation a décidé de ne pas présenter d'états financiers comparatifs contenant le bilan et les données de gestion pour l'exercice 2020.

L'évaluation des différents postes budgétaires a été faite en fonction de critères généraux de prudence et de régularisation sur une base de continuité des activités et en tenant compte de la fonction économique de l'élément actif ou du passif concerné.

L'application du principe de l'évaluation prudence a permis l'évaluation individuelle des postes des entrées ou des éléments d'actif et de passif, pour éviter de neutraliser les pertes qui pourraient être reconnues et des bénéfices non reconnus comme non réalisés.

En vertu du principe de compétence, l'effet des transactions et d'autres événements sont comptabilisés à l'année à laquelle ces transactions sont liées ; en ce qui concerne les charges et les revenus liés aux projets qui ne sont pas conclu d'ici la fin de l'année, le montant dépensé par chaque projet au 31.12.2021 a été considéré aux fins de la comptabilité d'exercice.

Pour les projets qui, au 31.12.2021, avaient reçu des avances supérieures aux dépenses engagées, une différée a été passée pour le montant non utilisé.

Pour les projets qui, au 31.12.2021, ont reçu des acomptes inférieurs aux dépenses engagées, un revenu au titre des "dépenses à rembourser" a été comptabilisé; la créance correspondante a été inscrite au poste C II "Créances sur des tiers" de l'actif.

En ce qui concerne spécifiquement les évaluations, nous montrons que les critères ont été adoptés pour les éléments les plus importants, en conformité avec l'art. 2426 du Code Civil.

ACTIF

B. Immobilisation

B. I. immobilisations brutes

Les immobilisations ont été comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais directement attribuables, et le nette de l'amortissement cumulé au cours des années et directement prélevé sur les postes individuels. Les coûts de maintenance et des améliorations aux immobilisations louées sont inclus sous la rubrique «Autres immobilisations brutes» et sont amorties sur une base systématique pour la période de la location. Les immobilisations dont la valeur de marché à la date du bilan est inférieure au coût amorti selon les critères ci-dessus, sont ramenées à leur valeur de marché. Si les raisons qui ont conduit à cette dévaluation, n'existent pas, nous procédons au rétablissement du coût.

B. II. Immobilisation nettes

En conformité à l'art. 2426 du Code civil les immobilisations nettes sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires directement attribuables. Les coûts de maintien et de réparation ont été comptabilisés seulement si ont mis en place une augmentation effective de la valeur et / ou la fonctionnalité des produits. Les biens avec montant jusqu'au 516,46 €, sous réserve d'une utilisation autonome, sont enregistrés au Rapport de Gestion lorsque leur utilité est limitée à un an. Les actifs existants aux sièges étrangers sont comptabilisés dans le bilan, déduction faite de l'amortissement cumulé. Les revalorisations n'ont pas été ajustées.

Ajustements

La dépréciation comptabilisée au Rapport de Gestion, est calculé en fonction de l'utilisation, la destination et la durée des actifs, basés sur le critère de la durée de vie utile, et cette politique a été pensée pour être représentée par les taux ci-dessous exposés.

Les taux utilisés pour l'amortissement des immobilisations nettes utilisées en Italie, sont les suivants:

<i>Immobilisations</i>	<i>Taux %</i>
Immeubles	3%
Plante	20%
Equipement	20%
Ameublement	10%
Matériel de bureau	20%

La valeur des immobilisations est ajustée par l'amortissement cumulé. Les immobilisations nettes n'ont pas été réévaluées. Les taux utilisés pour les biens matériels aux sièges étrangers, on a utilisé les tableaux des procédures internes de COOPI.

B.III Actifs financiers

Les participations de la Fondation, les consortiums mutuelles impliquant des sociétés ou d'autres entreprises opérant dans le cadre de la coopération, sont comptabilisés comme intangible car ils sont de nature temporaire et représentent un investissement stratégique durable pour la Fondation. Les investissements dans d'autres sociétés sont évalués à leur coût d'acquisition ou de souscription.

C. ACTIFS COURANTS

C.I Restes

Le montant de 29.360 € a été enregistré sous la rubrique " Stock de valeurs" dans le cadre d'un legs reçu en 2020.

C.II Crédits

Sont évalués à leur valeur de réalisation estimative.

C. III. Les actifs financiers

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

C.IV. La trésorerie et les équivalents de trésorerie

Ils sont évalués à leur valeur nominale.

D. PRORATAS ET REESCOMPTE ACTIFS

Ces concernent les coûts communs aux deux années consécutives ou plus, dont le montant est déterminé sur la base du principe des droits constatés. Dans le cas de remboursements anticipés à long terme ont été vérifiées les conditions qui ont conduit à l'inscription originale et, le cas échéant, adoptées des modifications appropriées.

PASSIF

B. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces sont des dispositions prudentielles pour couvrir d'éventuelles obligations relatives à certains bailleurs de fonds pour les rapports financiers qui sont en phase d'approbation.

C. INDEMNITES DE FIN DE CONTRAT

Représentent le montant à payer à tous les employés à la date du bilan. Ce passif, déterminé conformément aux dispositions de la loi et des contrats de travail, a été démontré au net des avances versées.

D. DETTES

Ces sont évalués à leur valeur nominale.

E. PRORATAS ET REESCOMPTE PASSIFS

Ces se rapportent aux coûts communs à deux ou plusieurs années consécutives, dont le montant est déterminé selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Parmi les réescomptes passifs il y a les revenus obtenus au cours de l'année et pour des projets non achevés pour la même année ou le même processus de détermination du résultat qui est toujours en cours.

FONDS RISQUES ET GARANTIES

Les engagements et les garanties données et reçues sont indiqués aux comptes d'ordre à leur valeur contractuelle.

- Les garanties données sont les garanties émises à la faveur de tiers.
- Les engagements sont les obligations des contrats signés qui n'ont pas encore été exécutés.
- Les risques auxquels la manifestation d'un passif est probable sont décrits dans le Rapport de Mission et attribués selon des critères des réserves de risque.

Les risques auxquels la manifestation d'un passif est possible sont décrits au présent Rapport de Mission, sans faire de provisions, selon les principes comptables de référence.

CRITÈRES DE CONVERSION DES MONTANTS EN DEVISE

Les crédits et les dettes en devises étrangères sur les comptes bancaires à l'étranger sont comptabilisés aux taux de change publiés par l'Union européenne pour le mois de Décembre 2021.

RAPPORT DE GESTION

Coûts et revenus

Ces sont comptabilisées en conformité avec les principes de prudence et de compétence.

Les états financiers montrent une réduction d'environ 17 millions de revenus; cette réduction n'est qu'apparente, puisqu'elle est substantiellement liée à la modification des critères d'évaluation des projets en cours en 2021, dont beaucoup se poursuivent en 2022. Dès l'année prochaine, la comparaison sera à nouveau homogène.

La quantité globale de projets développés est stable et, à l'heure actuelle, les prévisions pour 2022 prévoient un retour possible des revenus d'environ 65 millions.

4) Mouvements des immobilisations

Ces sont comptabilisés au coût historique et sont nettes de l'amortissement cumulé au cours des années et attribués directement aux postes de compétence.

BI) Immobilisations brutes

Les variations des immobilisations brutes au cours de l'exercice sont

	31/12/2020	Incréments	Amortissements	31/12/2021
Dépenses de publicité	49.316		(49.316)	(0)
Software	0	79.910	(15.982)	63.928
Coûts de maintenance extr.	4.848		(3.436)	1.412
Coûts extr. Cascina	96.096		(19.219)	76.877
Total	150.260	79.910	(87.953)	142.217

	31/12/2020	Incréments	Diminutions	31/12/2021
Etude de faisabilité Jordan	34.226		(11.409)	22.818
Etude de faisabilité Venezuela	39.687		(9.922)	29.765
Etude de faisabilité Sénégal	3.653	265	(3.918)	0
Etude de faisabilité Cameroun	3.604		(2.333)	1.271
Etude de faisabilité Sudan	1.001		(501)	501
Etude de faisabilité Tunisie	23.596	43.016	(13.322)	53.290
Etude de faisabilité Gambia	3.993		(1.997)	1.997
Etude de faisabilité Gambia	3.129		(3.129)	0
Etude de faisabilité Gambia	1.333		(1.333)	0
Etude de faisabilité Mauritanie	10.039		(5.019)	5.019
Etude de faisabilité Tchad	695	5.500	(5.848)	348
Etude de faisabilité Haïti	1.250		(1.250)	0
Etude de faisabilité Haïti	0	3.000	(3.000)	0
Etude de faisabilité Ethiopie	2.500	2.238	(2.948)	1.791
Etude de faisabilité Colombie	4.305	2.189	(1.299)	5.195
Etude de faisabilité Ecuador	10.579	1.357	(4.002)	7.935
Etude de faisabilité Kenya	0	6.481	(6.481)	0
Total	143.592	64.045	(77.710)	129.928
Total	293.852	143.955	(165.662)	272.145

Les frais de maintenance extraordinaire liés à l'hébergement partiel du toit de l'immeuble du siège. Les charges exceptionnelles de Cascina concernent des interventions pour un montant total de 172.973,04 € qui sont amorties sur les années restantes du contrat.

Les études de faisabilité comprennent les coûts engagés pour les missions pour les projets qui sont ou seront soumis aux divers bailleurs de fonds et pour l'ouverture de nouveaux pays / secteurs.

Ces sont des avances qui seront enregistrées aux projets au moment de leur approbation, dans le cas de non-approbation du projet ou non ouverture du pays / secteur de l'étude de faisabilité, ces seront enregistrées au coût de l'année.

BII) Immobilisations nettes

Celles liées au bureau de Milan, brut de l'amortissement cumulé, sont :

	31/12/2020	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2021
Immeubles	289.795	75.855			365.650
Plantes	131.975	-			131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes électr-télep.	72.261				72.261
Autres	722.243	89.191			811.434
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.979				44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	505.273	89.191			594.464
Total	1.144.012	165.047	-	-	1.309.059

Les mouvements des amortissements au cours de l'année sont les suivants:

	31/12/2020	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2021
Immeubles	16.205	5.556			21.761
Plantes	131.975	-			131.975
Plantes civiles bureau cer	59.714				59.714
Plantes électr-télep.	72.261				72.261
Autres	668.512	41.975	0	0	710.487
Equipement	9.868				9.868
Véhicules	10.000				10.000
Ameublement	61.515				61.515
Machines dept.électr.	44.979				44.979
Machines dept.général.	90.609				90.609
Immobilis.pays étrang.	451.542	41.975			493.517
Total	816.692	47.531	0	0	864.223

En ce qui concerne la catégorie immeubles, l'amortissement se réfère à la partie du bien qui n'est pas dans les capitaux propres.

Le détail des mouvements d'immobilisations nettes liées aux sièges étrangers est la suivante:

	31/12/2020	Incréments	Cessions	Transfert	31/12/2021
Bolivie	31.644				31.644
Rép.Dém. du Congo	55.215				55.215
Ethiopie	52.214				52.214
Guatemala	38.658				38.658
Haiti	62.711				62.711
Kenia	3.143				3.143
Malawi	28.620				28.620
Paraguay	52.365	821			53.186
Peru	47.674				47.674
Rép.Centrafricaine	70.001	29.891			99.893
Sudan Darfur	28.725	28.180			56.904
Niger	34.301	28.013			62.314
Tchad	0	2.287			2.287
Total	505.273	89.191	-	-	594.464

Le détail des mouvements des amortissements référé aux sièges étrangers est:

	31/12/2020	Ammort. Projets	Amm.to Coordin.	Total	Utilis. pour cessions	Ajustem.	31/12/2021
Bolivie	31.644			-			31.644
RépDémCongo	39.975		5.318	5.318			45.293
Ethiopie	52.214			-			52.214
Guatemala	38.658			-			38.658
Haiti	62.711			-			62.711
Kenya	1.499		346	346			1.846
Malawi	28.620			-			28.620
Paraguay	52.365		95	95			52.461
Peru	38.545	4.060	5.070	9.130			47.674
RépCentrafric.	65.191	8.513		8.513			73.705
Sudan Darfur	28.725	3.522,46	871	4.393			33.118
Niger	11.393	12.210,48	1.847	14.057			25.450
Tchad	-		122	122			122
Total	451.542	28.306	13.669	41.975	-	-	493.517

Au cours de l'exercice a été effectué l'inventaire physique des biens aux sièges étrangers. Les valeurs attribuées ont été déterminés en supprimant le coût d'achat aux amortissements attribué aux projets selon les procédures internes de COOPI en conformité avec les procédures des différents bailleurs de fonds.

5) Frais d'établissement, coûts de recherche, développement et publicité.

Il n'y a pas de couts de démarrage, d'expansion, de développement, de recherche et de publicité capitalisés ; l'amortissement des frais de publicité capitalisés avant le 31/12/2017 a pris fin en 2021.

6) Crédits et dettes arrivant à échéance après plus de 5 ans

Il n'y a aucunes dettes de plus de cinq ans à la date du 31/12/2021.

7) Courus et différées

Détail au tableau suivant :

Courus et différées actifs	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Courus	1.663	7.421	5.758
Total	1.663	7.421	5.758

La répartition des charges à payer est la suivante :

Courus Passifs	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Courus couts de travail	105.966	93.568	(-12.398)
Total	105.966	93.568	(12.398)

La répartition des différées passifs est:

Différées passifs	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Différées passifs projets	16.278.915	12.062.095	(4.216.820)
Total	16.278.915	12.062.095	(4.216.820)

Les différées passifs projets comprennent les contributions reçues au cours de l'année et pour les projets pas encore achevés. Si les acomptes reçus au cours de l'année dépassent les coûts encourus, une différée passive est effectuée pour chaque projet, égal au solde des subventions reçues et des coûts encourus ; ceci n'a aucun effet sur le Rapport de Gestion ou sur le patrimoine propre.

8) La structure du capital et patrimoine propre

Le patrimoine est :

	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021	Variation	Contraintes
I) Fonds commun Fondation	70.000			70.000	0	oui
VI) Réserve statutaire	0			0	0	
VII) Autres réserves:	0			0		
*réserve extraord.	180.457			180.457	0	non
*réserve fonds proj.	1.871.213	355.462	(-129.469)	2.097.206	225.993	non
*réserve ouverture et développement nouveaux pays	150.000			150.000	0	non
VIII) Restes (déficit) reporté	0			0	0	
IX) Excédent (déficit) de l'exercice	55.462	65.520	(-55.462)	65.520	10.058	
Total	2.327.132	420.982	(-184.931)	2.563.183	236.051	

Les actifs nets de la Fondation est composé du Fonds commun qui comprend la dotation initiale de € 70 000. Au capital libre il y a € 180.457 concernant trois propriétés situées à Marsala, en RCA et au Paraguay.

Le fond de réserve projets comprend les fonds disponibles de la Fondation, qui sont alloués à des projets sur une base institutionnelle mais sans engagement contractuel. La part du "fonds projets pays" a été augmentée de 300.000 €, compte tenu également de l'augmentation des engagements futurs en matière de cofinancement et d'investissement, compte tenu du grandeur actuel de la Fondation, ainsi que du transfert des bénéfices des années précédentes à 55.462.

Enfin, un nouveau fonds a été créé pour l'ouverture de nouveaux pays en vue de développer des activités dans des domaines qui ne sont actuellement pas couverts ; 150 000 euros ont été réservés dans ce fonds.

8bis) Autres variation actif et passif

ACTIFS COURANTS

I) Fonds

Comme déjà mentionné, la valeur de 29.360 € a été enregistrée dans le poste " Stock de valeurs" relatif à un legs reçu au cours de l'année 2017. La valeur est donnée par un rapport d'expert et rapportée de manière très détaillée dans les documents notariés et bancaires. Le contenu a été déposé dans un coffre-fort.

II) Crédits

Crédits bailleurs de fonds

	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Union Européenne	1.451.070	1.051.490	(-399.580)
ECHO	2.489.953	1.048.995	(-1.440.958)
Ministère affaires étrangères italien et autres entités italiennes	1.081.150	405.461	(-675.690)
Agencies NU	1.878.144	1.032.053	(-846.091)
Autres	307.820	632.014	324.195
Total	7.208.137	4.170.013	(-3.038.124)

Crédits d'impôt

	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Crédits d'impôt	0	0	0
Total	0	0	0

Autres crédits

	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Projets	190.189	328.911	138.721
Dépôts	18.302	18.302	0
Collaborateurs et employés	421	-	(-421)
Crédit de TVA Ecuador	8.714	-	(-8.714)
Crédit des Dépenses à rembr	2.851.651	3.319.355	467.704
Créances des membres pour	14.850	2.300	(-12.550)
Autre	375.835	132.666	(-243.170)
Total	3.459.962	3.801.533	341.571

Pour les projets qui, au 31.12.2021, avaient reçu moins d'acomptes que de dépenses engagées, un revenu pour "dépenses à rembourser" a été comptabilisé ; la créance correspondante a été incluse dans le poste C II "Créances sur des tiers" du patrimoine.

III) Actifs financiers

La valeur est composée de 467 actions auprès de Banca Etica

Au 31/12/2021, il n'y a pas d'investissements en titres ou autres actifs financiers.

IV) Liquidité

Les dépôts bancaires comprennent les intérêts courus à la date du bilan.

Les avoirs en devises sont évalués selon le taux de change de fin d'année pour les dépôts en Italie et selon le taux de change info euro du mois de décembre pour les dépôts étrangers.

La rubrique «valeur de caisse» comprend les monnaies nationales, timbres papier, postaux ou fiscaux.

<i>Description</i>	<i>31/12/2020</i>	<i>31/12/2021</i>	<i>Variation</i>
dépôts bancaires Ita	4.867.999	4.062.505	(-805.494)
disponibilité étranger	8.132.522	8.133.818	1.295
dépôts postales	954.546	896.045	(-58.500)
	13.955.068	13.092.368	(-862.699)
chèques	3.600	0	(-3.600)
caisse Ita	6.542	11.534	4.992
Total	13.965.210	13.103.903	(-861.307)

PASSIF

1) Provisions pour risques et charges

	<i>31/12/2020</i>	<i>Incréments</i>	<i>Utilise</i>	<i>31/12/2021</i>
Risques et charges	35.091	150.000	(-35.091)	150.000
Fonds d'ouverture de nouveaux pays	150.000			150.000
Total	185.091	150.000	(35.091)	300.000

Le fonds a été créé pour couvrir certains crédits pour des projets dont la collecte est incertaine.

En 2021, le fonds a été utilisé contre l'irrecouvrabilité des créances pour lesquelles il avait été créé.

Toujours en 2021, 150 000 euros ont été mis de côté dans le fonds pour d'éventuels risques futurs.

2) Dettes

Tableau de référence pour les dettes :

Type	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Dettes envers les banques	2.936.806	3.205.572	268.766
Dettes envers les fournisseurs	221.973	342.718	120.745
Dettes envers autres bailleurs de fonds			
* à rembourser	0	0	0
Taxes			
*trésor / source	28.906	47.927	19.021
Dettes envers instit.sécurité sociale	116.054	120.110	4.056
Autres dettes			
*dettes c/salaires	687.646	799.052	111.405
*dettes c/associés	86.996	86.996	0
*dettes envers projets	1.825.142	1.230.267	(-594.875)
* fond 5 per mille	124.487	54.113	
*divers	111.724	596.876	485.152
Total	6.139.734	6.483.631	414.271

Les dettes envers les banques sont représentées par les soldes débiteurs des comptes courants en raison de l'utilisation des avances sur les contrats.

Les dettes envers projets sont représentées par les factures à recevoir par les fournisseurs.

9) Fonds reçus à des fins spécifiques

Il n'y a pas de fonds reçus à des fins spécifiques

10) Dons libéraux conditionnels

Il n'y a pas eu de décaissements libéraux conditionnels.

11) Revenus par secteur d'activité et zones géographiques net des produits et charges exceptionnels et financiers.

Les revenus bruts en 2021 sont 65.835.414 € et les coûts bruts sont 65.769.894 €.

Ci-dessous un tableau spécifique, avec les activités dans les différentes zones géographiques.

Le poste "autres" comprend toutes les activités en Italie, tandis que le poste "bureaux à l'étranger" concerne la coordination.

zone géographique	revenus
Afrique Centrale	13.918.927
Africa Occidentale	20.974.095
Africa Orientale et Australe	18.392.685
Amérique Latine et Caraïbes	6.327.739
Moyen-Orient	5.167.227
Italie	1.054.741
Total	65.835.414

coûts par type de destination	coûts
Emergence	49.421.364
Développement	13.694.533
Sièges étrangères	1.066.618
Autre	406.829
Total	65.589.344

11bis) Produits et charges financiers

Nous illustrons les détails des recettes et dépenses pour l'année:

	2020	2021	Variation
Intérêts créditeurs v/banques et poste	83	682	599
Gains de change	416.765	1.040.614	623.850
	416.847	1.041.296	624.449
Intérêts débiteurs v/banques	(-407.722)	(-19.305)	388.418
Différencs de change passive	(-981.548)	(-1.065.876)	(-84.328)
	(-1.389.271)	(-1.085.181)	304.090
Total	(-972.423)	(-43.885)	928.539

11ter) Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels présents dans le Rapport de Gestion ont été reclassés dans la partie ordinaire par nature. En particulier:

	2021	2020
PASSIFS EVENTUELS	€ 262.022,06	€ 238.847,84
Reclassés en postes:		
PERTES SUR CREANCES	€ 113.184,40	€ 16.339,14
FRAIS DIVERS	€ 40.177,42	€ 8.964,56
COUTS DIRECT LOCAL POUR AUTRES CHARGES	€ 108.660,24	€ 213.544,14
ACTIFS EVENTUELS	€ 116.189,34	€ 83.939,06
Reclassés en postes:		
REVENUS DES BUREAUX A L'ETRANGER	€ 94.019,40	€ 73.642,40
REVENUS DIVERS	€ 22.169,94	€ 10.296,66

12) Dons

La grande majorité des dons reçus par la Fondation au cours de l'exercice actuel ont été effectués sous forme de virements bancaires de particuliers.

13) Employés

Le mouvement des employés était la suivante:

Employés au 31.12.2020	38
Recrutements	7
Démissions	(5)

Totale au 31/12/2021 40

Indemnités pour cessation d'emploi

L'indemnité est calculée sur la base des montants accumulés à la fin de l'année et couvre entièrement l'engagement de l'entreprise envers tous ses collaborateurs au 31.12.2021, selon les lois et les obligations contractuelles.

Pour l'analyse voir le tableau :

31/12/2020	Part allouée au cours de l'année	Utilis. pour demiss. et taxes	31/12/2021
497.923	104.302	(-39.315)	562.910

DONNEES SUR L'EMPLOI

Collaborateurs travaillant en Italie

	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Variations
Employés	38	40	+2
Collaborateurs	12	12	0
TOTAL	50	52	+2

Le contrat de travail des employés est le Collective du Commerce. Les rapports de collaboration se réfèrent à l'Accord Cadre du 01.04.2018 prolongé jusqu'au 31/3/2021.

Collaborateurs expatriés

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Variations
Afrique	106	117	+11
Amerique Latine et Centrale	18	15	-3
Moyen-Orient	13	15	+2
TOTAL	137	147	+10

Nationalité	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Variations
Italienne	64	69	+5
Etrangère	73	78	+5
TOTAL	137	147	+10

Collaborateurs Local

Zone géographiques de travail	Au 31/12/2020	Au 31/12/2021	Variations
Afrique	1298	1323	+25
Amerique Latine et Centrale	130	108	-22
Moyen-Orient	109	132	+23
TOTAL	1537	1563	+26

14) Rémunération aux administrateurs et organismes de contrôle.

Les administrateurs et le Collège des Contrôleurs des Comptes n'ont pas reçu rémunération. La société de révision BDO Italia SpA a reçu un montant de € 12.000 plus les frais et la TVA pour un montant de € 14.884 pour la vérification des états financiers.

15) Financement destiné à un objectif spécifique

La Fondation n'a pas de financement destiné à un but spécifique.

16) Transactions avec des parties liées

Aucune transaction avec des parties liées n'a été effectuée.

17) Proposition d'affectation du résultat de l'exercice

Sur la base de ce qui précède, il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice, d'un montant total de 65.521 €, comme suit :

- Entièrement à la réserve pour le Fonds des projets

ILLUSTRATION DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'ORGANISATION ET DE LA MANIÈRE DONT ELLE POURSUIT SES OBJECTIFS STATUTAIRES

18) Situation de la Fondation et performance de la gestion

La situation de COOPI est fondamentalement celle d'une Fondation solide, avec une augmentation significative des activités au cours des dernières années.

Comme déjà mentionné dans les notes aux états financiers pour le 2020, l'année dernière, il y a eu un changement dans les critères d'évaluation des projets en cours à la fin de l'exercice et cela, ainsi que l'adoption des nouveaux états financiers à partir de cette année, rend impossible une comparaison avec l'année dernière.

Cependant, la comparaison du budget 2021 avec le budget 2019 montre une augmentation significative des actifs, passant de 48,95 millions en 2019 à 65,84 millions en 2021, soit une augmentation d'environ 35% sur les deux dernières années.

Sur la même période, l'actif net passe de 2,20 millions d'euros à 2,56 millions d'euros, ce qui confirme la consolidation de la Fondation.

La plupart des activités de COOPI se déroulent en Afrique, mais les interventions en Amérique latine et au Moyen-Orient sont également importantes.

En 2021, COOPI était présent dans 34 pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Italie.

Dans 28 de ces pays, elle a mené un total de 254 projets, dont 236 projets d'urgence et de développement et 18 projets de soutien à distance. Au total, 6 193 115 bénéficiaires ont été atteints.

En 2021, COOPI était également présent au Burkina Faso, en Colombie, au Kenya, en Libye, en Tunisie et en Palestine, planifiant les activités pour l'année suivante et poursuivant des relations actives avec les parties prenantes à différents niveaux.

19) Évolution prévisible des opérations

Les prévisions pour les années à venir prévoient une nouvelle consolidation de l'activité, avec une probable expansion dans de nouveaux pays.

En raison de la nature du travail, qui est essentiellement réalisé entièrement par la gestion des commandes suite à la participation aux appels d'offres des financeurs institutionnels, il n'est pas facile de faire des prévisions précises, cependant, les chiffres pour le 2022 confirment un niveau d'activité similaire à celui du 2021 avec la possibilité d'une nouvelle augmentation.

20) Les moyens de poursuivre les objectifs statutaires

COOPI a près de 60 ans d'histoire derrière elle, au cours desquels l'organisation a connu une croissance constante et s'est structurée pour relever les défis d'une coopération internationale en constante évolution.

Depuis 2010, COOPI est une Fondation participée dont l'objectif est de " contribuer à un développement harmonieux et intégré des communautés avec lesquelles elle coopère, consciente qu'à travers la rencontre et la collaboration entre les peuples, les idéaux d'égalité et de justice sont poursuivis afin de parvenir à un meilleur équilibre mondial" (Statut. Art. 2.01).

Au cours des quinze dernières années, COOPI a opéré un changement majeur. L'adoption d'un modèle organisationnel décentralisé a conduit à la création de 5 Coordinations Régionales : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale, Afrique orientale et australe, Moyen-Orient, Amérique latine et Caraïbes. Les Coordinations jouent un rôle clé en rapprochant la prise de décision du terrain, en accréditant COOPI localement et en impliquant davantage les bénéficiaires des projets dans la prise de décision. Pour le siège, en revanche, un rôle d'orientation générale, de soutien et de contrôle de l'ensemble du travail devient de plus en plus important.

Une forte supervision organisationnelle dans les domaines d'intervention, l'application d'une approche multisectorielle intégrée dans les activités de terrain et un haut degré de professionnalisation sont les traits distinctifs de la manière de travailler et de coopérer de COOPI.

21) Autres activités

COOPI n'exerce pas d'autres activités.

22) Coûts et revenus fictifs

Il n'y a pas de coûts et de revenus fictifs imputés au cours de l'exercice ; COOPI n'utilise pas la contribution des bénévoles.

23) Différence de salaire entre les employés

Il est reconnu que le rapport entre le salaire maximum et le salaire minimum est inférieur à 8, comme le prévoit l'article 16 du décret législatif 117/2017.

24) Collecte de fonds

La collecte de fonds de COOPI s'adresse essentiellement aux particuliers et est orientée vers le soutien général des activités institutionnelles et le soutien à distance, dont voici les détails :

Parrainage des enfants	31/12/2020	31/12/2021	Variations
Revenus	426.158	403.957	(-22.201)
Dépenses	(9.414)	(21.187)	(-11.773)
Transfert aux projets	316.777	295.080	(-21.697)

Il s'agit du montant des revenus et des dépenses pour les initiatives de parrainage des enfants.

Les transferts effectués aux bénéficiaires finaux sont mis en évidence séparément.

25) Utilisation des fonds 5PERMILLE

Au 30/07/2021, les fonds d'un montant de 66.054,90 € alloués au titre du " 5 pour mille " pour l'année 2017 et reçus le 30/07/2020 ont été utilisés pour le projet " Lutte contre la pauvreté en Italie"

LES COÛTS DU 5PERMILLE

1. Ressources humaines	32.196
2. Charges d'exploitation	
3. Achats de biens et services	33.874
4. Décaissements conformément a l'objet institutionnel	
5. Autres dépenses liées à la réalisation de l'objet institutionnel	
6. Provision	
TOTAL	66.070

Au 06/10/2021, les fonds d'un montant de 74.778,37 € alloués au titre du " 5 pour mille " pour l'année 2018 et reçus le 06/10/2020 ont été utilisés pour les projets : " Lutte contre la pauvreté en Italie" et "WITHOUT BORDERS - Sauver des vies et protéger la dignité des migrants et des communautés touchées par la crise au Venezuela, en Colombie et Ecuador"

LES COÛTS DU 5PERMILLE

1. Ressources humaines	18.317,99
2. Charges d'exploitation	5.994,47
3. Achats de biens et services	29.834,83
4. Décaissements conformément a l'objet institutionnel	
5. Autres dépenses liées à la réalisation de l'objet institutionnel	20.646,26
6. Provision	
TOTAL	74.793,55

26) Les engagements qui ne sont pas au patrimoine

La Fondation a reçu des garanties bancaires et d'assurance de tiers: à la fin de l'exercice, il y avait 28 garanties en cours. Ces garanties sont en place respectivement avec Banca Etica (14) et SISCOS (14) pour garantir les avances payées ou les obligations contractuelles aux bailleurs.

Le total garanti au 31/12/2021 s'élève à € 3.230.688, contre € 2.392.160 de l'année précédente.

Les considérations et les chiffres contenues dans le Rapport de Mission sont conformes aux écritures comptables et reflètent correctement les faits administratifs tels qu'ils se sont produits.

COOPI – COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Le Président

Claudio Ceravolo





FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE

Rapport de la société de révision au sens
de l'art. 14 du D.L. du 27 janvier 2010, n° 39

Comptes annuels au 31 décembre 2021

Ce rapport a été traduit en français de l'original, qui a été produit en italien seulement pour l'utilité des lecteurs internationaux

Rapport de la société de révision indépendant au sens de l'art. 14 du D.L. du 27 janvier 2010, n° 39

Au Collège des Fondateurs de
Fondazione Coopi - Cooperazione Internazionale

Rapport sur les comptes annuels

Opinion

Nous avons effectué la révision comptable des comptes annuels de la Fondazione Coopi - Cooperazione internazionale (la Fondation), comprenant le bilan au 31 décembre 2021, le rapport de gestion de l'exercice clos à cette date et les sections « Partie Générale » et « Illustration des éléments du bilan » inclus dans le rapport de mission. Ces comptes annuels ont été préparés pour la première fois conformément aux normes italiennes qui réglementent les critères de rédaction.

A' notre avis, les comptes annuels fournissent une image fidèle de la situation patrimoniale et financière de Fondazione Coopi - Cooperazione Internazionale à la date du 31 décembre 2021 et du résultat de l'exercice clos à la même date conformément aux normes italiennes qui réglementent les critères de rédaction.

Éléments à la base de notre opinion

Nous avons effectué l'audit conformément aux normes internationales d'audit (ISA Italia). Nos responsabilités en vertu de tels principes sont décrites plus en détail dans la section « *Responsabilité de la société de révision pour la vérification des comptes annuels* » du présent rapport. Nous sommes indépendants envers la Fondation dans le respect des règles et des principes en matière d'éthique et d'indépendance applicables dans la doctrine professionnelle Italienne pour l'audit des comptes annuels. Nous retenons avoir acquis des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder notre opinion.

Rappel d'information - Etats financiers comparatifs

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons l'attention sur ce qui est rapporté par les Administrateurs dans le Rapport de Mission au paragraphe « Partie Générale » où ils précisent que « comme le prévoit la nouvelle norme comptable OIC 35 publiée au début de l'année 2022, la Fondation a décidé de ne pas présenter d'états financiers comparatifs contenant le bilan et les données de gestion pour l'exercice 2020 ».

Responsabilités des administrateurs et du Commissaire aux comptes Unique pour les comptes annuels

Les administrateurs sont responsables de la préparation des comptes annuels qui fournissent une représentation véridique et correcte conformément aux normes italiennes qui réglementent les critères de rédaction et, dans les conditions établies par la loi, pour la partie du contrôle interne retenue nécessaire par ceux mêmes (les administrateurs) pour permettre la rédaction de comptes annuels qui ne doivent pas contenir d'erreurs significatives dues à des fraudes ou à des comportements ou événements non intentionnels.

Les administrateurs sont responsables de l'évaluation de la capacité de la Fondation à poursuivre ses activités en tant qu'entité opérationnelle et, lors de la rédaction des comptes annuels, du caractère approprié de l'utilisation de l'hypothèse de continuité de l'activité, ainsi que d'une information adéquate en la matière. Les administrateurs utilisent l'hypothèse de la continuité de l'activité dans la préparation des comptes annuels, à moins qu'ils n'aient évalué que les conditions existent pour la liquidation de la Fondation ou bien pour l'interruption de l'activité ou n'ont pas d'alternatives réalistes à de tels choix.

Le Commissaire aux comptes Unique est chargé des activités de surveillance, conformément aux conditions fixées par la loi, le processus de préparation de l'information financière de la Fondation.

Responsabilité de la société de révision pour la révision comptable des comptes annuels

Nos objectifs sont l'obtention d'une assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble ne contiennent pas d'erreurs significatives dues aux fraudes ou à des comportements ou à des événements involontaires, et l'émission d'un rapport d'audit comprenant notre opinion. Une sécurité raisonnable veut dire un niveau de sécurité élevé qui, toutefois, ne garantit pas qu'une révision comptable effectuée conformément aux normes d'audit internationales (ISA Italia) identifie toujours une erreur significative, si existante. Les erreurs peuvent provenir de fraudes ou de comportements ou d'événements non intentionnels et sont considérées comme significatives si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, individuellement ou collectivement, influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des comptes annuels.

Dans le cadre de l'audit effectué conformément aux principes internationaux d'audit (ISA Italia), nous avons fait part d'un jugement professionnel et maintenu le scepticisme professionnel tout au long de l'audit. Par ailleurs:

- nous avons identifié et évalué les risques d'erreurs significatives dans les comptes annuels, dus à des fraudes, des comportements ou des événements non intentionnels; nous avons défini et effectué des procédures d'audit en réponse à tels risques; nous avons acquis des éléments probants suffisants et appropriés sur lesquels fonder notre opinion. Le risque de ne pas identifier une erreur significative due aux fraudes est plus élevé par rapport au risque de ne pas identifier une erreur significative dérivant de comportements ou d'événements involontaires, compte tenu du fait que la fraude peut impliquer l'existence de collusions, de falsifications, d'omissions intentionnelles, de représentations trompeuses ou de forçage du contrôle interne;
- nous avons acquis une compréhension du contrôle interne significative pour l'audit comptable afin de définir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Fondation;
- nous avons évalué le bien-fondé des principes comptables utilisés ainsi que le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les administrateurs, y compris la relative information;
- nous sommes parvenus à une conclusion quant à la pertinence de l'utilisation de la part des administrateurs de la supposition de continuité de l'activité et, sur la base des éléments probants obtenus, sur l'éventuelle existence d'une incertitude significative concernant des événements ou des circonstances pouvant faire apparaître des doutes importants sur la capacité de la Fondation de continuer à fonctionner en tant qu'entité opérationnelle. En présence d'une incertitude significative, nous sommes tenus de rappeler sur le rapport d'audit les informations correspondantes dans les états financiers, ou, si cette information est insuffisante, de reporter ce fait dans la formulation de notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les éléments probants acquis jusqu'à la date du présent rapport. Toutefois, les événements ou circonstances successives peuvent amener la Fondation à cesser d'opérer en tant qu'entité opérationnelle ;
- Nous avons évalué la présentation, la structure et le contenu des comptes annuels dans leur ensemble, y compris l'information des annexes, et évalué que les comptes annuels représentent les opérations et les événements sous-jacents afin de fournir une représentation appropriée.

Nous avons communiqué aux responsables des activités de gouvernance, identifiés à un niveau approprié et requis par les ISA Italia, entre autres aspects, la portée et le calendrier prévus pour l'audit et les résultats significatifs relevés, y compris les éventuelles faiblesses significatives du contrôle interne mises en évidence lors de la révision comptable.

Rapport sur les autres dispositions légales et réglementaires

Avis en application de l'article 14, alinéa 2, lettre e) du Décret législatif 39/10

Les administrateurs de FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE sont responsables de la préparation de la section « Illustration de la performance économique et financière de l'organisation et de la manière dont elle poursuit ses objectifs statutaires » inclus dans le rapport de mission de FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE au 31 décembre 2021, ainsi que de sa cohérence avec les états financiers correspondants et de sa conformité aux règles légales.

Nous avons appliqué les procédures indiquées dans le principe d'audit (SA Italia) n° 720B afin d'exprimer un avis sur la cohérence de la section « Illustration de la performance économique et financière de l'organisation et de la manière dont elle poursuit ses objectifs statutaires » inclus dans le rapport de mission avec les états financiers de FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE au 31 décembre 2021 et sur la conformité du même aux règles légales et afin de formuler une déclaration sur d'éventuelles erreurs significatives.

À notre avis, la section « Illustration de la performance économique et financière de l'organisation et de la manière dont elle poursuit ses objectifs statutaires » inclus dans le rapport de mission est cohérent avec les états financiers de FONDAZIONE COOPI - COOPERAZIONE INTERNAZIONALE au 31 décembre 2021 et a été établi conformément aux règles légales.

En référence à la déclaration visée à l'art. 14, alinéa 2, lettre e), du décret législatif 39/10, publié sur la base des connaissances et de compréhension de la Fondation et de son contexte acquis au cours de l'activité d'audit, nous n'avons rien à signaler.

Milan, 10 juin 2022

BDO Italia S.p.A.
Signé par Giovanni Romanò
Associée

Ce rapport a été traduit en français de l'original, qui a été produit en italien seulement pour l'utilité des lecteurs internationaux
